



CAHIER SPÉCIAL

Assises régionales du Bâtiment

6^{ème} édition • 11 mai 2023

La transformation du secteur face
aux enjeux climatiques



SOMMAIRE

• Réélection de **Stéphane LE TEUFF** à la présidence de la FFB Bretagne **P.2**

• **Graziella MELCHIOR**
« nous comptons sur les professionnels pour accueillir les lycéens ! » **P.2**

• **Cahier spécial**
Assises régionales du Bâtiment **P.3 à 6**

• **Un jeune dirigeant fait le pari d'embaucher des seniors** **P.7**

• **La Communauté RSE souffle sa deuxième bougie !** **P.8**



Stéphane LE TEUFF
Président de la FFB Bretagne

Temps fort de la profession, les 6^{èmes} Assises régionales du Bâtiment retracées dans ce cahier spécial ont rassemblé plus de 300 personnes à Vannes autour de la transformation de notre secteur face aux enjeux climatiques. Après la Compétition des Métiers, événement centré sur l'excellence des métiers, nous avons souhaité réunir sur un plateau radio différentes personnalités : élus, promoteurs, chefs d'entreprise pour débattre et apporter la preuve d'un secteur en prise avec la réalité de la transition environnementale.

Complètement renouvelées dans leur format, ces Assises ont permis d'offrir une tribune animée, engagée avec une certaine dose d'humour et d'autodérision qui nous ressemble ! Elles nous engagent aussi à amplifier nos actions, à faciliter l'émergence de projets conduisant à réduire l'empreinte carbone tant dans la construction que dans l'usage du bâtiment.

Cette fin de semestre est aussi pour moi l'occasion d'analyser l'activité avec pragmatisme. Nous enregistrons une baisse de 30 % des permis de construire par rapport à l'an passé ce qui n'augure pas de bonnes perspectives d'activité pour 2024. Relativement épargné jusque-là avec la dynamique du Pinel notamment, le segment du logement neuf fait l'objet d'une cécité gouvernementale. Or, tous les élus bretons le clament haut et fort, le besoin en logement est crucial pour répondre aux enjeux d'attractivité et de pérennité de nos territoires !

Dans ce contexte, les débats sur le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) ajoutent une forte dose de tensions et une forme d'angoisse sur l'avenir. Pourtant, ces questions d'aménagement du territoire sont centrales, alors faisons preuve de courage et

de lucidité : la Bretagne ne pourra poursuivre son aménagement sans garder une capacité à construire tout en préservant sa biodiversité !

Pour finir, les administrateurs m'ont fait confiance pour un deuxième mandat. Je me fixe cinq grandes priorités pour les 3 ans à venir :

• Répondre au défi climatique et environnemental : gestion optimisée des déchets, réemploi de matériaux, économie circulaire, bâtiment bas carbone ;

• Répondre au défi de rentabilité et d'organisation des entreprises : communauté RSE, relocalisation des achats, logistique, lean construction ;

• Répondre au défi humain : l'apprentissage, l'offre de formation en Centre Bretagne, les compétences de nos salariés ;

• Répondre au défi numérique et de l'innovation qui nous permettra d'effectuer toutes ces transitions ;

• Répondre enfin au défi de l'attractivité de nos différents métiers.

Pour relever ces défis, j'aurais besoin de vous : élus, acteurs de l'acte de construire... Car, nous le savons toutes et tous, le bâtiment est une grande aventure collective !

ACTUALITÉS Réélection de Stéphane LE TEUFF à la Présidence de la FFB Bretagne

Lors de l'Assemblée Générale du 23 juin dernier, Stéphane LE TEUFF, dirigeant de l'entreprise Le Teuff Electricité à Lanester (40 salariés), a été réélu pour un mandat de 3 ans à la présidence de la FFB Bretagne.



Stéphane LE TEUFF entouré des Présidents des quatre fédérations départementales (de gauche à droite : Carole LABBE, Xavier CHAMPS, Marie-Laure LE PRIOL et Philippe NICOL) et des anciens Présidents de la FFB Bretagne (Yvon LE NORMAND, Jean-Yves TOUPIN et Hugues VANEL)

Pour cette Assemblée Générale « extraordinaire », la FFB Bretagne a souhaité convier tous les partenaires qui, à ses côtés, œuvrent pour le secteur du bâtiment dans un lieu singulier, la Vallée des Saints à Carnoët, en Centre Bretagne.

Cette réunion a ainsi été l'occasion de se replonger dans les actions entreprises par Stéphane LE TEUFF durant son premier mandat. Il a mis en lumière tous les élus de la fédération qui, inlassablement, l'accompagnent au quotidien dans son engagement : les présidents des quatre fédérations départementales, les présidents des commissions



Jean OLLIVRO

thématiques et plus largement l'ensemble des mandataires de la FFB Bretagne.

Après cette rétrospective, place au vote avec la réélection de Stéphane LE TEUFF ! Un moment solennel et convivial, en présence des anciens présidents régionaux. Un moment également prospectif, durant lequel Stéphane LE TEUFF a pu partager les défis qu'il souhaite relever ces trois prochaines années.

Pour conclure cette matinée d'échanges, Jean OLLIVRO, géographe et Président de Bretagne Prospective, est venu décrypter les enjeux liés à l'application du ZAN (Zéro Artificialisation Nette) en Bretagne.

L'après-midi, les participants ont pu découvrir et arpenter la Vallée des Saints. Un site inspirant et riche de sens pour débiter ce deuxième mandat !

La FFB Bretagne c'est...

3 407 entreprises

41 736 salariés

2/3 du chiffre d'affaires du bâtiment en Bretagne (soit 4 milliards d'euros de travaux).

ENVIRONNEMENT/EMPLOI Graziella MELCHIOR « nous comptons sur les professionnels pour accueillir les lycéens ! »

L'adaptation de l'école aux enjeux climatiques et la réforme des lycées professionnels sont actuellement au cœur des travaux de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée Nationale. Dans cet entretien, la députée Renaissance du Finistère, Graziella MELCHIOR, détaille les ambitions que portent ces deux chantiers et esquisse des pistes d'évolution.

Madame la Députée, vous êtes co-rapporteuse d'une mission d'information sur l'adaptation de l'école aux enjeux climatiques. Pouvez-vous préciser le cadre de cette mission et ses différents axes ?

Cette mission d'information vise à rendre compte d'une part, de l'adaptation de l'institution scolaire aux conséquences du changement climatique et, d'autre part, de sa contribution à la lutte contre ce phénomène. Ses travaux concernent aussi bien les aspects pratiques du fonctionnement de l'école (rénovation du bâti scolaire, aménagement des espaces, évolution de l'offre de restauration...) que les activités d'enseignement (prise en compte des enjeux climatiques dans les programmes scolaires, formation des enseignants, calendrier des enseignements ou examens...). La mission englobe plus largement les notions de sobriété énergétique, de qualité environnementale,

de transport, ainsi que de sensibilisation des élèves et de la communauté éducative.

Nous menons actuellement de très nombreuses auditions, aussi bien des chercheurs du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), que des enseignants ou des architectes, des élus ainsi que des professionnels des secteurs concernés. Nous allons notamment auditionner les représentants nationaux de votre fédération. Cette mission nous conduit également à visiter des établissements pour découvrir des bonnes pratiques partout en France.

En septembre ou octobre prochain, un rapport contenant diagnostic et propositions sera présenté aux membres de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation puis remis au Ministre de l'Éducation nationale.

L'un des volets porte sur la rénovation et la consommation énergétique des établissements scolaires, un enjeu majeur pour le secteur du bâtiment. Pouvez-vous nous détailler ce point ? Parmi les auditions que vous avez réalisées, est ce que des premières préconisations se dégagent ?

En effet, cela va créer des opportunités importantes pour le secteur du bâtiment. Le Gouvernement vient d'annoncer le lancement du plan « EduRenov » : il s'ap-

puiera notamment sur la Banque des Territoires qui investira 2 milliards d'euros pour financer la rénovation de 10 000 écoles d'ici 2027. Nous auditionnons actuellement sur ce sujet différents acteurs et pensons à des propositions permettant à la fois d'amplifier la vague de rénovation et de mieux accompagner les élus des petites communes dans l'ingénierie de ces projets. Des outils financiers pourraient aussi être développés pour soutenir l'investissement des communes, se fondant notamment sur les économies d'énergie qu'elles réaliseront grâce à ces travaux. Il sera essentiel que l'Etat communique massivement sur ces opportunités auprès des élus et que les professionnels soient aussi en soutien. Nous nous appuyerons certainement sur les préconisations du rapport sur le bâti scolaire de la sénatrice du Finistère Nadège HAVET.

Un autre sujet anime fortement les professionnels du bâtiment, c'est la formation de leurs futur(e)s salarié(e)s. En tant que membre de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation, vous avez participé aux travaux de réflexion sur la réforme des lycées professionnels. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Les objectifs de cette réforme sont pluriels : offrir à tous les élèves les mêmes opportunités de réussite professionnelle ; lutter contre le décrochage scolaire ; améliorer



Graziella MELCHIOR, députée Renaissance du Finistère

le taux d'insertion professionnelle et la réussite de poursuites d'études des élèves. Les premières mesures seront déployées à partir de la rentrée 2023 et généralisées à la rentrée 2024.

Cette réforme vise aussi à mettre en adéquation les besoins des secteurs professionnels avec l'offre de formation. Nous devons opérer une transformation de l'offre de formation afin de répondre aux grandes transitions de notre économie et de garantir aux élèves une poursuite d'études ou une insertion dans l'emploi, d'autant que de nombreuses entreprises peinent à recruter. 1 milliard d'euros sera investi annuellement dans le lycée professionnel, en particulier dans les plateaux techniques, et des bureaux des entreprises seront créés dans chaque lycée pour faciliter la mise en relation et le suivi. Enfin, une gratification pour les périodes de stage sera attribuée à chaque lycéen. Nous comptons maintenant sur les professionnels pour accueillir tous ces jeunes !

CAHIER SPÉCIAL

Assises régionales du Bâtiment

6^{ème} édition • 11 mai 2023

La transformation du secteur face aux enjeux climatiques

Tous les deux ans, la FFB Bretagne organise les Assises régionales du Bâtiment, un événement qui réunit plus de 300 acteurs de l'acte de construire. **Lieu privilégié de rencontres et d'échanges, cette manifestation permet de « prendre le pouls » du**

secteur du bâtiment et invite à se projeter sur les enjeux majeurs qui le traversent. Après une édition 2021 consacrée à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), plein phare cette année sur la transition climatique !



Des initiatives inspirantes à démultiplier !

Réemploi, économie circulaire, utilisation de ressources locales... Guillaume DANJOU, Président de la Commission communication de la FFB Bretagne, est allé à la rencontre de plusieurs acteurs bretons, préfigurateurs de l'adaptation du secteur face au réchauffement climatique.



Merci à CCE, Tri'n'collect, Ostrea Design et au cabinet Quinze Architecture pour leurs témoignages éclairants !

Pour revoir le reportage, cliquez sur [ce lien](#).

Que recouvre exactement cette transition et quel est son impact ? Comment les entreprises du bâtiment et l'ensemble de ses partenaires s'adaptent à ces mutations ? Quid des acteurs institutionnels et des citoyen(ne)s, à l'épicentre de ce phénomène ?

Deux temps forts ont jalonné cette journée du 11 mai 2023. La première séquence s'est déroulée en mode « plénière » sous un format qui se voulait innovant et rythmé : un plateau radiophonique ! Tout au long de la matinée, les intervenants se sont ainsi succédés au micro de « radio FFB Bretagne » : experts, journalistes, hommes politiques, chefs d'entreprise... Des profils éclectiques, avec des approches complémentaires sur la transformation du secteur face aux enjeux

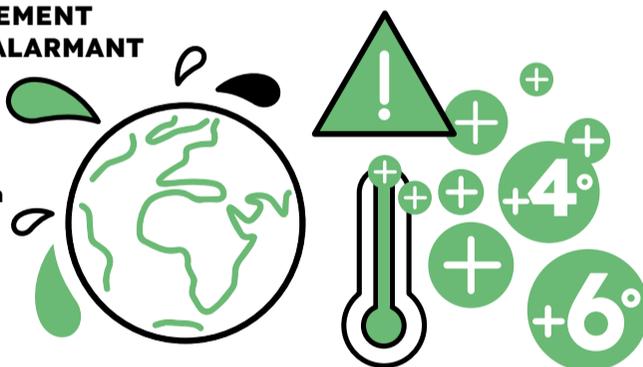
climatiques. Aux manettes de ces échanges, l'animateur était entouré d'une équipe de chroniqueurs, sans oublier le public qui a eu l'opportunité de réagir et d'interroger les invités ! Après cette plénière riche en réflexions, place au concret avec plusieurs ateliers dispensés l'après-midi.

Soutenue par plusieurs partenaires (PRO BTP, SMA BTP et BTP Banque), cette 6^{ème} édition des Assises avait pour ambition d'être conviviale, prospective et dynamique ! Dans ce cahier spécial, nous vous proposons de vous replonger dans cette journée.

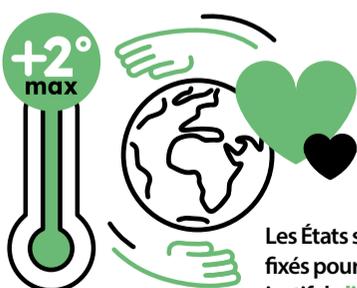
Le changement climatique : les grands enjeux

UN RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ALARMANT

Sans action d'envergure, le réchauffement climatique à l'horizon 2100 est estimé entre +4 et +6 degrés.



DES OBJECTIFS AMBITIEUX POUR INFLÉCHIR CETTE TENDANCE



Les États se sont fixés pour objectif de limiter à 2 degrés le réchauffement climatique.

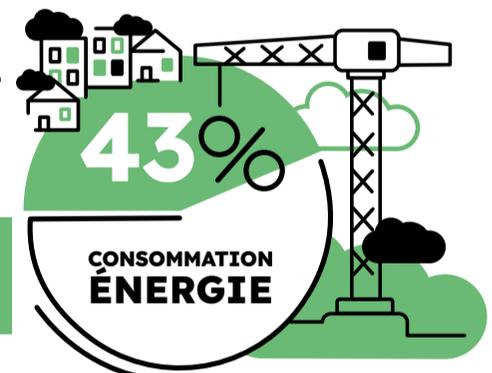


Pour le secteur du bâtiment, cela se traduit par une réduction des émissions de 40% d'ici 2030 et de 95% à l'horizon 2050.

LE BÂTIMENT, UN ACTEUR CENTRAL

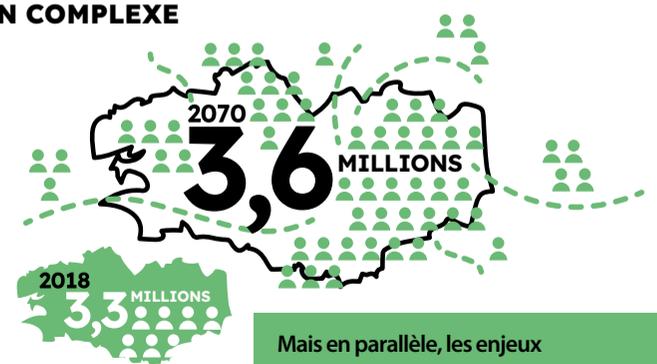
La part du bâtiment dans la consommation d'énergie est de 43%.

Elle comprend à la fois l'objet que l'on construit mais aussi son usage.



UNE ÉQUATION COMPLEXE EN BRETAGNE

La Bretagne est un territoire particulièrement attractif, qui connaît une augmentation significative de sa population : en 2070, on comptera 3,6 millions bretons, soit 283 000 de plus qu'en 2018. (source : INSEE)



Mais en parallèle, les enjeux climatiques imposent davantage de sobriété foncière, soit une diminution de l'espace disponible pour construire des logements et équipements.

L'émergence de nouveaux modèles économiques

La transition environnementale est un changement de paradigme pour la filière Bâtiment. Comment s'adapte l'ensemble des acteurs ? Quel est l'impact à l'échelle de l'entreprise ?



Clara BENEDINI, consultante senior chez Carbone 4

Une filière en pleine mutation

IMPULSER DES PROGRAMMES IMMOBILIERS ÉCOLOGIQUEMENT VERTUEUX

La nouvelle trajectoire bas carbone bouleverse le cadre traditionnel du marché immobilier, comme en témoigne **le groupe Giboire qui a repensé la conception de ses programmes autour de quatre volets :**

- L'implantation des projets, en privilégiant des zones déjà urbanisées et la réhabilitation ;
- La forme des projets, en conciliant empreinte écologique et geste architectural ;
- Le choix des matériaux, en favorisant ceux produits à proximité ;
- Le choix des technologies, avec notamment le recours à des systèmes « low tech ».

Au-delà de la dimension constructive, la réduction de l'impact des usages du bâtiment est un pan stratégique de la politique du groupe, développé via son activité de syndicat. Pour **Olivier BIANCARELLI, directeur général des activités promotions immobilières de Giboire :** « ce que l'on cherche à changer ce sont les usages et les comportements individuels ».

METTRE LE VIRTUEL AU SERVICE DU RÉEL

Le numérique investit progressivement le secteur du bâtiment. **Le groupe Dassault Systèmes a imaginé une approche basée sur le jumeau numérique. Utilisé plus particulièrement sur les projets d'aménagement urbain, ce process met tous les**

acteurs autour de la table et vise à modéliser, puis simuler le projet de façon virtuelle. Une solution qui permet ainsi d'optimiser la prise de décision et de favoriser l'acceptabilité des projets. Elle présente également l'intérêt d'être facilement réutilisable sur les chantiers.

Se dirige-t-on dès lors vers une standardisation du secteur ? **Rémi DORNIER, vice-Président architecture, ingénierie et construction chez Dassault Systèmes,** nuance : « nous sommes bien sur une standardisation des méthodes de construction mais pas de l'ouvrage. La production reste personnalisée ».

S'INSCRIRE DANS UNE ÉCONOMIE DE L'USAGE

L'économie de l'usage – ou de la fonctionnalité – se développe de plus en plus comme modèle alternatif à l'économie dite « de propriété », en lien avec la sobriété énergétique. Le principe : vendre l'usage d'un bien ou d'un service plutôt que le bien ou le service en lui-même.

C'est cette démarche qu'a choisi d'embrasser IGEO, une PME rennaise de 28 salariés spécialisée en génie climatique. **Dominique DUDA, associé et directeur général d'IGEO,** précise sa stratégie, à savoir « repenser toute la chaîne de distribution pour consommer mieux ». **Dans cette optique, l'entreprise a déployé une prestation**

Quelles nouvelles orientations pour la filière ?

Clara BENEDINI, consultante senior au sein du Cabinet Carbone 4, a détaillé la stratégie nationale zéro carbone appliquée au secteur du bâtiment. Celle-ci est fondée sur quatre axes :

- **Massifier la rénovation du parc bâti et limiter les constructions neuves ;**
- **Maîtriser les émissions de la construction ;**
- **Décarboner le mix énergétique ;**
- **Accompagner les entreprises et les ménages vers des pratiques de sobriété.**



Yannick LEHAGRE, co-dirigeant de LB Eco Habitat

MASSIFIER L'UTILISATION DES MATÉRIAUX BIOSOURCÉS

Alors que l'emploi des éco-matériaux demeure encore confidentiel, LB Eco Habitat fait le pari de déployer cette solution à grande échelle. Après toute une série d'expérimentation, cette entreprise de 12 salariés a mis au point il y a 20 ans le béton de chanvre, un isolant à base d'un mélange de chanvre et de chaux qui stocke le carbone. Il présente l'avantage de s'intégrer dans le bâti ancien mais d'être aussi exploitable dans la construction neuve : plusieurs bâtiments tertiaires passifs ont ainsi été réalisés via ce procédé.

Prochaine étape pour l'entreprise : créer un atelier de préfabrication afin de développer la production de ce matériau. **Yannick LEHAGRE, co-dirigeant de l'entreprise LB Eco Habitat** « est convaincu de ses performances, de ses bienfaits pour la construction. Mais ça ne passera pas sans la massification ». Reste par ailleurs à lever un certain nombre de freins réglementaires.

basée sur le service et propose une offre de maintenance prédictive ainsi qu'un contrat de performance énergétique. Elle s'engage ainsi à accompagner ses clients tout au long de l'exploitation des équipements, afin qu'ils optimisent leur consommation énergétique et diminuent leur empreinte carbone.



Frédéric GAL, directeur de projet de modernisation des métiers chez Bouygues Construction et Rémi DORNIER, vice-Président architecture, ingénierie et construction chez Dassault Systèmes

Ce que je trouve extraordinaire, c'est la capacité des filières économiques à se transformer »

Des actions concrètes au sein des entreprises

DIMINUER L'IMPACT DE L'ENTREPRISE SUR LE CLIMAT : LE BILAN CARBONE

Le bilan carbone est un outil de diagnostic qui permet de comprendre et d'analyser l'activité de l'entreprise en matière d'émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre. Pour démarrer sa transition en 2007, Bouygues Construction a réalisé ce diagnostic. **Frédéric GAL, directeur de projet de modernisation des métiers chez Bouygues Construction**, considère que **le bilan carbone est un préalable indispensable** : « il faut mesurer, com-

prendre ses impacts pour pouvoir agir de manière précise et économiquement viable. **À partir de là, le groupe a défini un plan d'actions** : intégration du bois à 30% dans ses projets, établissement d'une trajectoire chiffrée de diminution des émissions de gaz à effet de serre. Avec un défi majeur : réussir à concilier cette ambition avec les impératifs économiques de l'entreprise.



Dominique DUDA, directeur général d'IGE0 et Marie-Laure LE PRIOL, co-dirigeante de l'entreprise LE PRIOL Couverture et Présidente de la FFB Morbihan



Catherine GUERNIUOU, dirigeante de La Fenêtrière et conseillère au CESE

Le chef d'entreprise doit s'adapter en permanence et être à l'écoute de son environnement

Marie-Laure LE PRIOL, Co-dirigeante de l'entreprise LE PRIOL Couverture et Présidente de la FFB Morbihan

REPENSER GLOBALEMENT LE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE

Le changement climatique amène plus globalement l'entreprise à s'interroger sur son modèle économique. **À l'image de La Fenêtrière, PME francilienne de menuiserie éco-responsable, pionnière dans l'adaptation aux enjeux climatiques.** Après avoir réalisé son bilan carbone, cette entreprise de 15 salariés a pris conscience de la nécessité de s'emparer pleinement de ce sujet. Elle a initié de nombreuses actions en ce sens : production made in France, politique de recyclage des déchets, circuit court entre autres. Prochain objectif : intégrer les enjeux liés à la biodiversité dans la stratégie de l'entreprise.

Pour **Catherine GUERNIUOU, dirigeante de La Fenêtrière**, « ce qui est important pour mon équipe et moi-

même, c'est de transformer notre économie ». **La transition climatique a, en effet, été la clé d'entrée vers un engagement plus large de la dirigeante : la RSE.** Soit repenser de façon complète le fonctionnement de sa structure, à l'aune de son impact environnemental et territorial, sa politique RH, sa gouvernance et son économie.

La démarche RSE a également été poursuivie par l'entreprise LE PRIOL Couverture, une structure de 21 salariés située en Centre Bretagne. Rétive initialement sur cette notion, perçue comme « une énième contrainte », **Marie-Laure LE PRIOL, co-dirigeante de l'entreprise**, considère aujourd'hui cette approche comme un vrai « booster ».

Face au manque d'attractivité à la fois du territoire et du métier de couvreur, aux difficultés de recrutement et de développement économique qui en découlent, elle a dû s'interroger sur la pérennité de sa société. **La RSE l'a amenée à reconsidérer son modèle de fonctionnement et à s'inscrire dans une nouvelle dynamique** : miser sur l'ancrage territorial en travaillant avec les acteurs locaux pour créer des formations, adopter un management participatif pour mieux intégrer et fidéliser les salariés notamment.

Accompagner cette transition

L'ACCOMPAGNEMENT DES POUVOIRS PUBLICS

Si les initiatives en faveur de la transition écologique prospèrent, **Catherine GUERNIUOU** déplore l'absence de planification, de cadre pour guider l'action des entreprises. Or, les politiques publiques sont censées être le fer de lance de cette dynamique.

Le Président du Conseil Régional de Bretagne, Loïg CHESNAIS-GIRARD, appelle de ses vœux plusieurs mesures nationales :



Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil Régional de Bretagne

réviser la fiscalité sur le carbone en instaurant une incitation indexée sur cette économie en devenir ; décentraliser les règles pour permettre davantage de réactivité dans le soutien aux projets notamment. **À l'échelle de la Bretagne, le Conseil régional soutient l'évolution du secteur du bâtiment en actionnant trois leviers** :

- La stratégie d'achat public (110 millions d'euros par an dans la rénovation des lycées) ;
- L'orientation et la formation ;
- L'économie, en mettant l'accent sur l'économie circulaire.

L'ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Pour **le Président de la FFB Bretagne, Stéphane LE TEUFF**, les organisations professionnelles doivent être moteur dans la transition climatique, à la fois dans son appropriation et dans son accélération. Qualité de l'air, matériaux biosourcés, performance énergétique ou encore économie circulaire... Sur tous ces sujets, l'action de la FFB est multiple :

- Elle conseille au quotidien ses adhérents sur les questions environnementales et les réglementations associées ;



Stéphane LE TEUFF, Président de la FFB Bretagne

- Elle accompagne et promeut les projets innovants engagés par les entreprises du bâtiment ;
- Au-delà de ses propres initiatives, à l'image de ces Assises, la FFB vient également en soutien aux projets, expérimentations lancés par ses partenaires.

La Commission environnement de la FFB Bretagne

Présidée par **Erwan MONFORT**, cette Commission rassemble les chefs d'entreprise et collaborateurs des fédérations départementales particulièrement engagés sur les sujets liés à l'environnement. Pour éclairer plus largement l'ensemble des entreprises du bâtiment sur la transition écologique en cours, elle a lancé un nouveau média baptisé « côté planète » ! Sont notamment proposés des webinaires thématiques, sous un format court, efficace et interactif.



Garantir son acceptabilité

LA NÉCESSITÉ D'EMBARQUER L'ENSEMBLE DES CITOYENS

La prise de conscience par les citoyens du réchauffement climatique est indéniable : **Clara BENEDETTI** annonce « une stagnation à 9 % des climatosceptiques depuis plusieurs années ». Son acceptabilité reste néanmoins fragile. **François-Xavier LEFRANC, Président du directoire du groupe Ouest-France**, considère que la question du pouvoir d'achat percuté inéluctablement celle du changement climatique. Un écueil à éviter absolument : laisser des citoyens de côté et stigmatiser des comportements, des modes de vie. **Le changement climatique creusant les inégalités, il est impératif de construire un volet social important pour relever le défi de la transition.**



François-Xavier LEFRANC, Président du directoire du groupe Ouest-France

François-Xavier LEFRANC met également en avant la fonction de catalyseur des journalistes : « ils ont un rôle à jouer dans la société, entre ceux qui attendent des solutions et ceux qui ont peut-être les solutions ». Ouest-France a ainsi pris le parti dans sa ligne éditoriale de croiser les questions économiques et environnementales. Il s'agit d'apporter une information la plus éclairée et complète possible à ses lecteurs et lectrices, d'exposer à la fois les problématiques et les solutions.



Olivier BIANCARELLI, directeur des activités promotions immobilières du groupe Giboire

UN CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS EN COURS

Cette préoccupation du pouvoir d'achat se traduit dans le comportement individuel des français vis-à-vis du logement. **Olivier BIANCARELLI** constate que **les exigences environnementales ont été intégrées dans les programmes tertiaires mais restent timorées dans les projets des particuliers.** À l'appui de cette remarque, un sondage IPSOS : si 75 % des sondés souhaitent un habitat respectueux de l'environnement, seulement 59 % des propriétaires sont prêts à réaliser des travaux de rénovation énergétique. La localisation, le prix puis la superficie restent, par ailleurs, les trois premiers critères qui guident le choix du logement, loin devant l'écologie.

Néanmoins, **on sent poindre une évolution : 50 % des 18-34 ans sont prêts à payer un logement plus cher si celui-ci est vertueux écologiquement.**



Il ne faut pas disloquer notre société et changer notre expérience Bretagne. Notre ennemi c'est la morosité »

Loïc CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil Régional de Bretagne

LE COLLECTIF, UNE CONDITION SINE QUA NON POUR RELEVÉ LE DÉFI DE LA TRANSITION CLIMATIQUE

Pour **Stéphane LE TEUFF**, « on peut se sentir démunis face à l'ampleur des changements. Il est donc très important qu'il y ait un esprit collectif ». D'autant que le défi de la transition environnementale dans le secteur du bâtiment vise un panel d'acteurs extrêmement large, public comme privé. **La dynamique du collectif doit irriguer tous les niveaux :**

- **L'entreprise.** Impliquer les membres de l'équipe dans ces changements, en adoptant un management davantage participatif, en les associant plus étroitement aux décisions, crée les conditions pour que l'entreprise réussisse à s'adapter.

- **La filière.** Il est nécessaire de structurer l'action de l'ensemble des parties prenantes de l'acte de construire.

- **Le territoire.** Comme l'a indiqué **Loïc CHESNAIS-GIRARD**, la Bretagne dispose d'un atout majeur : sa capacité à se rassembler au service d'un objectif commun.

Sur ces trois volets, ces Assises sont la preuve de la mobilisation et du volontarisme des acteurs. C'est donc sur un souffle optimiste et enthousiasmant que cette plénière a été conclue par Stéphane LE TEUFF : « tous les acteurs sont prêts à avancer dans le bon sens et à relever le défi. Le monde change et on est sur la bonne voie ».

Le Bâtiment, acteur engagé !

Pour aller plus loin : un après-midi en mode atelier

L'après-midi, les participants ont pu prendre part à trois ateliers thématiques et ainsi approfondir certains sujets évoqués lors des débats du matin :

- **Visite du chantier de la tour CPAM** : cette tour de 12 étages au centre de Vannes est en cours de réhabilitation et sera transformée en logement. Un projet architectural de très grande qualité, s'inscrivant dans les enjeux liés à la transition environnementale. Une visite du site a été organisée par **Giboire et CIMEO**, avec la participation des différents acteurs du projet.

- **Conférence sur le Zéro Artificialisation Nette (ZAN)** : cette réglementation vise à diminuer l'artificialisation des terrains afin de préserver la biodiversité. Son application soulève néanmoins des inquiétudes sur le développement des territoires et l'accès au logement.

Jean-François ROUHAUD, avocat en droit public et droit immobilier, a présenté les grands enjeux liés au ZAN.

- **Fresque du climat** : animé par **Batylab**, cet atelier permet sous un format ludique et pédagogique de comprendre le changement climatique. Il se décompose en trois exercices : d'abord la construction de la fresque en reliant les différentes images entre elles selon les liens de cause à effet, puis la décoration de la fresque et enfin le débriefing entre les participants.

Pour vous replonger dans cette journée, vous pouvez cliquer sur la [vidéo synthèse](#) ou la [vidéo intégrale](#).

EMPLOI

Maxence LAZE fait le pari d'embaucher des seniors

POUVEZ-VOUS VOUS PRÉSENTER EN QUELQUES MOTS ?

« Je m'appelle Maxence LAZE, j'ai maintenant 23 ans et je suis chef d'entreprise. J'ai passé un Bac Pro étude et économie de la construction avec, au départ, l'idée de m'orienter vers la maîtrise d'œuvre. Mais après l'obtention de mon diplôme, ma maman, qui dirigeait une entreprise de peinture à l'époque, est tombée gravement malade et a dû cesser son activité. En phase de rémission, elle a multiplié les candidatures mais n'a essuyé que des refus. On a alors décidé de racheter l'entreprise Euzenat Peinture située à Laval. Cela fait deux ans maintenant.

COMMENT S'EST PASSÉ LE RACHAT DE L'ENTREPRISE ?

Complicé ! Ma maman ne pouvait pas faire de crédit en raison de sa maladie et la banque m'a également refusé cet emprunt. Heureusement, nous avons été accompagnés par des associations, notamment Initiative France, qui nous ont garanti le prêt et que nous avons pu contracté à hauteur de 70 %. Sans ce soutien, notre projet n'aurait jamais vu le jour.

QUAND VOUS AVEZ RACHETÉ L'ENTREPRISE, VOUS N'ÉTIEZ QUE TOUS LES DEUX ?

Oui. Et on était parti pour rester que tous les deux d'ailleurs !

COMMENT VOUS ÊTES-VOUS ÉTOFFÉ ?

Les clients considéraient que notre travail était propre et de qualité. Grâce au bouche-à-oreille, nous avons reçu de nombreuses propositions ! À ce moment-là, nous nous sommes retrouvés face à un dilemme : soit refuser des chantiers et rester sur la configuration initiale de l'entreprise, soit embaucher. On a choisi la 2^{ème} option ! Puis s'est posée la question du « type de profil » que l'on souhaitait recruter. On s'est dit : « puisqu'on a racheté cette entreprise à cause d'une maladie, on va rester dans cette idée-là ». Et du coup, on a fait « une recherche à l'envers », en ciblant les demandeurs d'emploi dont personne ne voulait. On a tenté et l'entreprise a grandi, elle tourne aujourd'hui plutôt bien !

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE VOS SALARIÉS ?

Au sein de l'entreprise, nous sommes cinq, dont trois salariés dits « seniors » qui étaient depuis longtemps en recherche

d'emploi. Leurs candidatures étaient systématiquement refusées parce qu'ils étaient trop âgés ou porteurs d'un handicap. À commencer par ma maman, aujourd'hui âgée de 49 ans, qui a eu un cancer en 2017. Actuellement, elle est en rémission et toujours obligée de faire des traitements une fois par mois. Hélène, la première salariée que l'on a embauchée, a 59 ans et d'importants soucis de dos, avec l'interdiction de faire certaines tâches. Pascal, 59 ans, a des problèmes de genoux. **Mes salariés étant quasiment tous reconnus RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé), cela nécessite d'adapter les activités, de penser différemment.**

On a également accueilli dans l'entreprise une apprentie, Inès. Elle va avoir 24 ans et après avoir travaillé dans la restauration, elle a décidé de se réorienter vers la peinture. Elle est actuellement en Brevet Professionnel au CFA.

QUELS DISPOSITIFS AVEZ-VOUS MIS EN PLACE POUR ADAPTER LE TRAVAIL DE VOS SALARIÉS SENIORS ?

En premier lieu **le temps** : une tâche réalisée en 2 heures pour quelqu'un de « viable » va plutôt être effectuée en 3h30. On leur fait complètement confiance sur la gestion de leur temps. On a également décidé de travailler sur 4 jours et demi. Un autre volet important, c'est **l'achat et le choix du matériel** : on vient notamment d'investir dans un exosquelette à hauteur de 7000 euros. On laisse, par ailleurs, les salariés essayer et choisir leur véhicule afin qu'ils soient le mieux adaptés. Enfin, il convient d'**ajuster les tâches** pour les rendre moins difficiles. De mon côté, j'essaie toujours de transformer quelque chose de désagréable en quelque chose de plus simple et de plus rapide. On essaie aussi de tourner au maximum sur les activités, de façon à ce que le travail ne soit pas trop répétitif, que ce soit pour le corps ou pour le mental.

QUELLE EST L'ARTICULATION DES MISSIONS ENTRE VOTRE MAMAN ET VOUS ?

Les tâches sont bien réparties entre nous : elle est sur le terrain, avec les équipes, et de mon côté, je m'occupe de l'administratif et de la gestion de l'entreprise. Par contre l'aspect professionnel est toujours présent. Jusqu'à 23h, on discute de boulot... Il est temps qu'on lâche un peu ! Pour la première fois, nous allons faire une pause au mois d'août pendant 3 semaines.



Maxence LAZE, Christelle LAZE et Inès MOREAU

L'histoire de Maxence LAZE...

...a fait le tour des médias. À tout juste 21 ans, il décide de racheter une entreprise de peinture pour embaucher sa mère, en rémission d'un cancer et qui ne trouvait pas de travail. À partir de là, il a pris le parti de recruter en priorité des personnes seniors et en situation de handicap, ce qui implique une adaptation complète du mode de fonctionnement de l'entreprise. Un pari risqué mais qui s'avère gagnant pour l'entreprise By Laze Décoration !

Entretien avec ce jeune entrepreneur.

ET L'AMBIANCE DE TRAVAIL ENTRE INÈS, VOTRE ALTERNANTE, ET LES AUTRES SALARIÉS DE L'ENTREPRISE ?

Très bien ! **Nous ne sommes pas dans un conflit intergénérationnel. Au contraire, ce sont des profils complémentaires** : Inès va apporter des touches de jeunesse à Hélène qui, elle, va lui faire partager son expérience. Cette cohésion d'équipe, c'est une question de personnalité mais aussi je pense de management. Disons que je peux me considérer comme « patron » dans toutes les tâches de gestion : établir les factures, les devis, etc. Mais quand je suis sur le chantier avec tout le monde, je ne me mets pas dans cette posture : je suis Maxence, j'ai 23 ans et j'apprends grâce à mes collègues. On est sur un management basé sur la confiance, qui laisse beaucoup d'autonomie aux salariés. Lorsqu'on arrive sur un chantier, on pose la question : « qu'est-ce que tu as envie de faire ? ». Et l'organisation des tâches envisagée sous cet angle se passe en général bien !

POUR L'INSTANT, ÊTES-VOUS SATISFAIT DES PERSONNES QUE VOUS AVEZ RECRUTÉES ?

Oui ! Même si comme toutes les entreprises, on a eu un peu de turn over. Surtout lorsque l'on est dans une démarche d'insertion et vers un public plus « vulnérable », parfois ça ne marche pas... Mais c'est le jeu, **un chef d'entreprise, il prend des risques tous les jours !**

POURQUOI SELON VOUS IL Y A UNE CERTAINE FRILOSITÉ DES ENTREPRISES À EMBAUCHER DES SENIORS ?

Parce qu'ils sont moins productifs. Et ça peut être perçu comme un investissement peu rentable : « je t'embauche mais dans 4 ans tu es à la retraite ». Or, à mon sens, **il faut adopter une logique inverse et valoriser cette expérience : le salarié senior va venir apporter des choses à la boîte.**

Et puis, ce sont des profils qui sont moins « adaptables ». Pour ma part, je n'impose pas une méthode particulière. Par exemple, Hélène et Pascal peuvent avoir la même tâche à faire mais la réaliser complètement différemment. Peu m'importe le chemin, ce qui compte c'est le résultat : que le travail ait été correctement réalisé et que le client soit satisfait.

EST-CE QUE VOUS AVEZ BÉNÉFICIÉ D'AIDE POUR EMPLOYER CES PERSONNES ?

Non aucune... En revanche, on paie plus cher en assurance car ce sont des gens plus fragiles physiquement. **À l'image de la politique en faveur de l'apprentissage, il devrait y avoir des dispositifs incitatifs au niveau fiscal ou des charges sociales.** Cela encouragerait davantage les entreprises à se tourner vers ce type de profil.

C'EST DONC UNIQUEMENT PAR CONVICTION QUE VOUS AVEZ CHOISI D'EMBAUCHER DES PROFILS SENIORS ?

Oui tout à fait ! **Je trouve injuste d'exclure les seniors du marché du travail, de les stigmatiser alors qu'ils souhaitent travailler et qu'ils ont de l'expérience.** On reçoit, d'ailleurs, beaucoup de CV de candidats seniors qui veulent un coup de main. Quand les gens vous disent « ça fait 5 ans que je suis au chômage, je suis debout tous les jours et j'attends, je cherche », je trouve ça triste. Personne ne veut d'un salarié de 55 ans. Mais les mentalités commencent à évoluer.

COMMENT VOYEZ-VOUS LE DÉVELOPPEMENT DE VOTRE ENTREPRISE À MOYEN TERME ?

Actuellement, on s'interroge sur l'opportunité d'embaucher un nouveau salarié pour répondre à la demande des clients. Mais ce recrutement impliquerait d'autres investissements : achat d'un nouveau véhicule, mise en place de formation... La question doit être mûrement réfléchie, au regard de notre capacité financière. **À plus long terme, j'aimerais faire grandir l'entreprise tout en restant sur le même mode de fonctionnement.** Le problème, c'est qu'à partir d'une certaine taille d'entreprise, c'est plus compliqué de laisser cette autonomie et cette flexibilité aux salariés... On verra !

UN DERNIER MOT ?

J'ai commencé il y a deux ans tout seul, sans savoir où je m'engageais. Donc je suis allée toquer à la porte de la FFB de Mayenne et c'est génial ! Vous avez su m'aiguiller aussi bien sur les réglementations que sur les questions juridiques. Franchement la FFB pour ça c'est top ! »

On est sur un management basé sur la confiance, qui laisse beaucoup d'autonomie aux salariés »

RSE

La Communauté RSE souffle sa deuxième bougie !

Le 13 avril dernier, 40 entrepreneurs bretons étaient présents pour célébrer les deux ans de la Communauté RSE de la FFB Bretagne autour de son chef de file, Renan GALLARDON, et en présence du Président régional, Stéphane LE TEUFF.

La Communauté RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) est un collectif singulier, qui vit avant tout grâce à l'engagement et l'enthousiasme des 70 chefs d'entreprise et l'enthousiasme des 70 chefs d'entreprise convaincus et liés par les valeurs de la RSE. Des dirigeants animés par une ambition commune : « dans un monde en transition, partageons et anticipons ensemble l'évolution de nos entreprises ».

le recrutement, les achats responsables, la raison d'être de l'entreprise, les flottes de véhicule, l'ancrage territorial et la stratégie d'entreprise. La dernière rencontre portait sur la qualité de vie au travail, avec l'intervention d'Elena MAÑERU, fondatrice de M180.

Vous retrouverez les synthèses vidéos des différentes rencontres sur notre site internet www.batiment.bzh/rse/

C'est dans cette optique que les membres de la Communauté RSE se réunissent chaque trimestre. Un moment privilégié pour échanger, mutualiser les bonnes pratiques et bénéficier de l'éclairage d'experts.

Depuis le lancement de la Communauté, ces entrepreneurs ont eu ainsi l'opportunité d'aborder et/ou d'approfondir des thématiques très diverses, touchant plusieurs des volets de la RSE :



Elena MAÑERU avec les dirigeants de la Communauté RSE le 13 avril dernier

Portraits RSE

Nous avons souhaité faire réagir plusieurs dirigeants de la Communauté sur leur manière d'appréhender la RSE, leur expérience au sein de ce collectif. Des portraits courts et percutants, accessibles sur notre site internet. Voici quelques extraits !

LA COMMUNAUTÉ RSE EN UN MOT ?

OUVERTURE
PARTAGE ESPOIR
ENRICHISSEMENT
ENERGIE ECHANGE
PROGRÈS INSPIRANT
AVENIR

AVANT LA RSE, QU'EN PENSIEZ-VOUS ?

- Un **acronyme supplémentaire** pour les grandes entreprises.
- Un sujet **technocratique**.
- Une notion liée au **formalisme**.
- Un sujet centré **essentiellement sur l'environnement**.
- Un faire-valoir pour avoir une **étiquette supplémentaire**.
- Une énième **contrainte**.

ET MAINTENANT ?

- **La voie dans laquelle on doit s'engager** pour rendre le monde de l'entreprise plus vivable.
- **C'est ce que l'on est** : le passé, le présent et le futur.
- C'est un **levier puissant** pour faire progresser l'entreprise.
- C'est un moyen pragmatique d'aborder des thèmes de **développement et de gestion de l'entreprise**.

- C'est le **management de demain** : le monde évolue et il faut changer notre vision des choses.
- À 80%, la RSE c'est de **l'humain**.

UNE ACTION DONT VOUS ÊTES FIERS ?

- Lorsque mes clients répondent à mon enquête de satisfaction, un don est versé à une association.
- Le fait d'avoir participé à l'écriture de notre raison d'être : elle cadre aujourd'hui toutes nos décisions.
- La gestion plus vertueuse des déchets de l'entreprise.
- La pérennisation de mon entreprise malgré les crises.
- La transmission des savoirs entre les plus anciens de mon équipe et les plus jeunes.
- Le fait d'avoir mis sur l'ancrage territorial pour choisir mes partenaires.
- Le sourire de mes salariés au travail.



Dans un monde en transition, partageons et anticipons ensemble l'évolution de nos entreprises »

La raison d'être de la Communauté RSE

